



Rapport financier semestriel 2012

Période close le 30 juin 2012

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 160 790 500 euros

Siège social : 17, boulevard Haussmann, 75009 Paris

552 032 534 R.C.S. Paris

Sommaire

1	Rapport financier semestriel d'activité.....	3
1.1	Analyse de l'activité du semestre et perspectives 2012.....	3
	Aperçu de l'activité.....	3
	Résultat consolidé.....	4
	Free cash flow.....	7
	Bilan consolidé.....	7
	Perspectives 2012.....	8
1.2	Données de la société mère Danone.....	10
1.3	Autres éléments.....	10
	Actionnariat de la Société au 26 juillet 2012.....	10
	Principales transactions avec les parties liées.....	11
2	Comptes consolidés semestriels résumés.....	12
2.1	Comptes consolidés.....	12
	Résultat consolidé.....	12
	Résultat par action.....	12
	Etat du résultat global consolidé.....	13
	Bilan consolidé.....	14
	Tableau de variation des flux de trésorerie consolidés.....	15
	Tableaux de variation des capitaux propres consolidés.....	16
2.2	Annexes aux comptes consolidés semestriels résumés.....	17
	Sommaire des notes annexes.....	17
	Note 1 – Principes comptables.....	17
	Note 2 – Retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.....	18
	Note 3 – Changements dans le périmètre de consolidation et dans le pourcentage de détention par le Groupe dans ses filiales.....	19
	Note 4 – Actifs et passifs détenus en vue de leur cession.....	19
	Note 5 – Segments opérationnels.....	20
	Note 6 – Autres produits et charges opérationnels.....	21
	Note 7 – Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers.....	21
	Note 8 – Impôts sur les bénéfices.....	22
	Note 9 – Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles.....	22
	Note 10 – Suivi des titres mis en équivalence.....	22
	Note 11 – Informations sur les variations des capitaux propres consolidés.....	23
	Note 12 – Dettes financières courantes et non courantes.....	24
	Note 13 – Dettes financières courantes et non courantes relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne.....	25
	Note 14 – Informations sur les variations des flux de trésorerie consolidés et sur la variation de dette nette.....	26
	Note 15 – Transactions avec les parties liées.....	27
	Note 16 – Evénements postérieurs à la clôture.....	28
3	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....	29
4	Attestation du responsable du rapport financier semestriel.....	30

1 Rapport financier semestriel d'activité

Sauf mention contraire :

- toutes les références à la "Société", concernent l'émetteur Danone ;
- toutes les références au "Groupe" ou à "Danone", concernent la Société et ses filiales consolidées ;
- toutes les références à un "Pôle" ou aux "Pôles" concernent l'une ou l'ensemble des activités Produits Laitiers Frais, Eaux, Nutrition Infantile et Nutrition Médicale du Groupe ;
- toutes les références aux "comptes consolidés", concernent les comptes consolidés semestriels résumés pour la période close le 30 juin 2012.

Le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS, en interne (parmi les indicateurs utilisés par ses principaux décideurs opérationnels) et dans sa communication externe. La définition des indicateurs non conformes aux IFRS utilisés par le Groupe figure au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS :

- variations en données comparables du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant, de la marge opérationnelle courante et du résultat net courant – Part du Groupe ;
- résultat opérationnel courant et marge opérationnelle courante ;
- résultat net courant – Part du Groupe ;
- bénéfice net courant dilué par action ;
- free cash flow ;
- dette financière nette.

1.1 Analyse de l'activité du semestre et perspectives 2012

Aperçu de l'activité

Chiffres clés

Au cours du premier semestre 2012, l'activité du Groupe s'est caractérisée par :

- une solide croissance du chiffre d'affaires net au premier semestre 2012 de +7,7% en données historiques, et de +5,9% en données comparables ;
- un deuxième trimestre en ligne avec les attentes, marqué par une base de comparaison 2011 élevée dans le Pôle Eaux, avec une croissance du chiffre d'affaires de +7,8% en données historiques, et de +5,0% en données comparables ;
- une croissance des ventes de tous les Pôles, et une performance géographique contrastée, entre une baisse des ventes en Europe et une croissance supérieure à 10% dans le reste du monde ;
- une marge opérationnelle courante en ligne avec les attentes, à 13,85% (-61pb en données comparables) au premier semestre ;
- un bénéfice net courant dilué par action de 1,51 euro, en progression de +4,7% en données publiées et de +2,5% en données comparables ;
- un free cash flow de 890 millions d'euros au premier semestre.

Par ailleurs, le Groupe confirme ses objectifs 2012 : croissance des ventes de +5% à +7% (en données comparables), marge opérationnelle courante en baisse de 50bp (en données comparables) et 2 milliards d'euros de free cash flow.

Semestre clos le 30 juin

(En millions d'euros sauf Marge en pourcentage et Bénéfice par action en euro par action)		2011		
	Retraité ⁽⁵⁾		2012	Variation
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	9 728		10 475	+5,9% ⁽²⁾
Free cash flow ⁽⁴⁾	925		890	-3,8% ⁽³⁾
Résultat opérationnel courant ⁽⁴⁾	1 407		1 451	+1,4% ⁽²⁾
Marge opérationnelle courante ⁽⁴⁾	14,47%		13,85%	-61pb ⁽²⁾
Résultat net courant ⁽⁴⁾	874		911	+2,1% ⁽²⁾
Bénéfice net courant - Part du Groupe, dilué par action ⁽⁴⁾	1,44		1,51	+4,7% ⁽³⁾

(1) Chiffre d'affaires net.

(2) En données comparables. Voir définition au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

(3) En données publiées.

(4) Voir définition au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

(5) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

Opérations financières et événements importants de la période (rappel des communiqués de presse émis au cours du premier semestre)

- Le 30 mai 2012, Danone a annoncé le succès du lancement de sa première émission obligataire aux Etats-Unis d'un montant de 850 millions de dollars US et d'une maturité de 10 ans. Cette émission a été réalisée dans le cadre d'un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels. Elle permet à Danone de diversifier géographiquement ses sources de financement et d'allonger la maturité de sa dette tout en profitant des conditions de marché favorables.
- Le 27 juin 2012, Danone a annoncé porter sa participation dans la Centrale Laitière du Maroc de 29,2% à 67,0% en acquérant une partie des actions détenues par la SNI pour un montant d'environ 550 millions d'euros. Danone devient ainsi l'actionnaire majoritaire de la Centrale Laitière du Maroc. Cette opération constitue une étape majeure pour le développement de Danone au Maroc. Elle va lui permettre d'investir davantage sur un marché à fort potentiel et contribuera ainsi à soutenir le développement de la filière laitière locale. L'opération confirme aussi l'intérêt stratégique de Danone pour l'Afrique du Nord. Enfin, la participation majoritaire permettra à Danone d'intégrer la Centrale Laitière dans ses comptes consolidés et l'opération sera relative sur le bénéfice net par action de Danone dès la première année.

Evolution de l'actionnariat de Danone SA en Espagne

Danone annonce le rachat réalisé le 26 juillet auprès de deux actionnaires minoritaires d'un total de 1 416 368 actions de sa filiale Danone SA (Espagne), portant ainsi sa détention en capital de 57,05% à 65,62%.

Ces acquisitions ont été effectuées par paiement d'un montant en numéraire de 91,5 millions d'euros et par remise de 6 110 039 actions DANONE auto-détenues affectées à un objectif de croissance externe, représentant environ 0,95% du capital de Danone. Un nombre équivalent d'actions sera racheté dans les 3 mois par le Groupe dans le cadre de son programme de rachats d'actions pour compenser l'effet dilutif résultant de cette opération.

Ces actions DANONE remises en échange aux deux actionnaires minoritaires concernés sont soumises à un engagement de conservation d'une durée de 3 ans.

Cette opération sera relative sur le bénéfice net par action de Danone dès la première année et aura un impact favorable de 81 millions d'euros sur la dette du Groupe (sur la base d'un cours moyen de rachat d'actions DANONE de 47,15 euros par action correspondant au cours d'ouverture du 26 juillet 2012).

A la suite de cette opération, le montant des options de vente consenties par le Groupe aux actionnaires minoritaires de Danone Espagne restants s'élève à 1 693 millions d'euros.

Des discussions portant sur les termes et conditions des promesses d'achat sont en cours avec les actionnaires minoritaires restants. Ces discussions pourraient ou non aboutir.

Résultat consolidé

Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires net consolidé

Le chiffre d'affaires net consolidé a progressé de +7,7 % en données historiques au premier semestre 2012 pour atteindre 10 475 millions d'euros. Hors effets de variation de la base de comparaison, dont la variation des taux de change et du périmètre de consolidation, le chiffre

d'affaires a progressé de +5,9 %. Cette croissance organique se décompose en une hausse des volumes de +2,2 % et un effet prix/mix de +3,7 %.

Les effets de change de +2,0% traduisent l'impact favorable de l'évolution de certaines devises, dont le dollar américain et le yuan chinois, principalement à partir du deuxième trimestre.

Chiffre d'affaires net par Pôle d'activité et par zone géographique

		Semestre clos le 30 juin		
(En millions d'euros)	2011	2012	Variation ⁽¹⁾	Croissance volumes ⁽¹⁾
Par pôle d'activité				
Produits Laitiers Frais	5 672	5 906	2,9%	-0,2%
Eaux	1 667	1 855	9,6%	5,2%
Nutrition Infantile	1 818	2 090	11,3%	5,4%
Nutrition Médicale	571	624	6,6%	7,1%
Par zone géographique				
Europe	5 543	5 548	-0,1%	-2,6%
Asie	1 395	1 762	18,2%	14,2%
Reste du monde	2 790	3 165	11,7%	4,1%
Total	9 728	10 475	5,9%	2,2%

(1) En données comparables. Voir définition au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

Au premier semestre 2012, le Pôle Produits Laitiers Frais a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de +2,9 % en données comparables, par rapport au premier semestre 2011, résultant de volumes en léger déclin à -0,2% et d'une croissance en valeur de +3,1%.

Le chiffre d'affaires du Pôle Eaux a progressé de +9,6% en données comparables au premier semestre 2012, avec une croissance en volume de +5,2% et un effet prix/mix de +4,4%.

Le Pôle Nutrition Infantile bénéficie d'une croissance excellente avec un chiffre d'affaires en progression de +11,3 % en données comparables au premier semestre 2012. Cette croissance se décompose en une croissance en volume de +5,4% et une croissance en valeur de +5,9%.

Le chiffre d'affaires du Pôle Nutrition Médicale a progressé de +6,6% en données comparables au premier semestre 2012, tiré par les volumes de +7,1%.

Résultat opérationnel courant et marge opérationnelle courante

		Semestre clos le 30 juin	
(En pourcentage sauf variation en points de base)	2011 Retraité ⁽¹⁾	2012	Variation ⁽²⁾
Par Pôle d'activité			
Produits Laitiers Frais	12,17%	11,23%	(85) pb
Eaux	14,02%	13,67%	(35) pb
Nutrition Infantile	19,86%	19,97%	(9) pb
Nutrition Médicale	21,44%	18,70%	(252) pb
Par zone géographique			
Europe	14,16%	11,93%	(201) pb
Asie	20,64%	22,57%	168 pb
Reste du monde	12,00%	12,36%	36 pb
Total	14,47%	13,85%	(61) pb

(1) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

(2) En données comparables. Voir définition au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

La marge opérationnelle courante de Danone est en baisse de -61 pb en données comparables au premier semestre 2012 pour s'établir à 13,85%.

Cette baisse s'explique en premier lieu par une inflation élevée des coûts des matières premières en comparaison du premier semestre 2011, qui avait bénéficié de couvertures, notamment sur les emballages et la poudre de lait.

Même si la plupart des matières premières ont vu leur prix rester stable par rapport aux niveaux de la fin de l'année 2011, comme cela était anticipé, les coûts de certaines matières spécifiques comme le sérum, les protéines de lait ou encore les fruits et le sucre ont continué à

progresser au-delà de nos prévisions.

Les initiatives continues d'optimisation des coûts ont permis de dégager un niveau élevé d'économies au premier semestre, à hauteur de 246 millions d'euros, compensant une partie de l'inflation des coûts matières.

Par ailleurs, la baisse des ventes en Europe du Sud, ainsi que les moyens additionnels déployés pour soutenir la consommation dans cette zone, ont pesé sur la rentabilité, sans que cela puisse être compensé entièrement par les gains de marge en dehors de l'Europe, où les plans d'investissement ont été maintenus au niveau prévu.

Les dépenses publi-promotionnelles sont restées stables au premier semestre 2012, permettant le maintien de la visibilité des marques du Groupe. Les dépenses allouées au marketing digital continuent à progresser significativement.

Le Groupe a par ailleurs continué à fortement investir sur ses autres leviers de croissance, et notamment dans ses dépenses de force de vente et de Recherche et Développement.

Le solde des Autres produits et charges opérationnels s'établit à -40 millions d'euros, impacté notamment par les charges d'intégration des sociétés du groupe Unimilk.

Résultat financier

Au premier semestre 2012, le coût de l'endettement financier net a baissé par rapport au premier semestre 2011, en raison principalement de l'impact favorable de la gestion de la dette obligataire et dans une moindre mesure de la baisse des taux d'intérêt.

La variation du solde des Autres produits et charges financiers résulte principalement de la hausse du coût des couvertures de change dans les pays émergents.

Taux d'impôt

Le taux effectif d'impôt courant s'établit à 26,7% pour le premier semestre 2012.

Résultat net courant – Part du Groupe et résultat net courant dilué – Part du Groupe par action

Le résultat net courant – Part du Groupe a progressé de +4,3% en données historiques et de +2,1% en données comparables pour atteindre 911 millions d'euros.

Le passage du résultat net - Part du Groupe au résultat net courant - Part du Groupe est présenté dans le tableau ci-dessous :

Exercice clos le 31 décembre				Semestre clos le 30 juin					
(En millions d'euros)	2011			2011 - Retraité ⁽¹⁾			2012		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Résultat opérationnel courant	2 843		2 843	1 407		1 407	1 451		1 451
Autres produits et charges opérationnels		(114)	(114)		(4)	(4)		(40)	(40)
Résultat opérationnel	2 843	(114)	2 729	1 407	(4)	1 403	1 451	(40)	1 411
Coût de l'endettement financier net	(174)		(174)	(88)		(88)	(76)		(76)
Autres produits et charges financiers	(107)	(13)	(120)	(45)	(6)	(51)	(62)	(6)	(68)
Résultat avant impôts	2 562	(127)	2 435	1 274	(10)	1 264	1 313	(46)	1 267
Impôts sur les bénéfices	(661)	35	(626)	(331)	(2)	(333)	(351)	10	(341)
Taux effectif d'impôt	25,8%		25,7%	26,0%		26,3%	26,7%		26,9%
Résultat des sociétés intégrées	1 901	(92)	1 809	943	(12)	931	962	(36)	926
Résultats des sociétés mises en équivalence	46		46	23		23	39		39
Résultat net	1 947	(92)	1 855	966	(12)	954	1 001	(36)	965
• Part du Groupe	1 749	(78)	1 671	874	(9)	865	911	(30)	881
• Part des détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	198	(14)	184	92	(3)	89	90	(6)	84

(1) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

Le Résultat net courant dilué – Part du Groupe, par action a augmenté par rapport au premier semestre 2011 de +4,7 % à 1,51 euro en données historiques, et de +2,5% en données comparables. Le passage du Résultat net - Part du Groupe par action au Résultat net courant - Part du Groupe par action est présenté dans le tableau ci-dessous :

Exercice clos le 31 décembre				Semestre clos le 30 juin	
(En euros par action sauf nombre d'actions)	2011		2011 - Retraité ⁽¹⁾		2012
	Courant	Total	Courant	Total	Total
Nombre d'actions					
• Avant dilution	602 202 781	602 202 781	603 778 591	603 778 591	600 877 199
• Après dilution	604 049 698	604 049 698	605 693 135	605 693 135	603 149 367
Résultat net - Part du Groupe, par action					
• Avant dilution	2,90	2,77	1,45	1,43	1,52
• Après dilution	2,89	2,77	1,44	1,43	1,51

(1) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

Free cash flow

Le free cash flow s'établit à 890 millions d'euros au premier semestre 2012, représentant 8,5% du chiffre d'affaires. Le recul de -3,7% par rapport au premier semestre 2011 s'explique par la très forte progression des investissements industriels (+23.4%), en comparaison d'une base faible au premier semestre 2011 résultant d'une répartition très prononcée des investissements 2011 sur le deuxième semestre.

Le passage de la Trésorerie provenant de l'exploitation au free cash flow est présenté dans le tableau ci-dessous :

Exercice clos le 31 décembre		Semestre clos le 30 juin	
(En millions d'euros)	2011	2011 Retraité ⁽²⁾	2012
Trésorerie provenant de l'exploitation	2 605	1 168	1 255
Investissements industriels	(885)	(337)	(416)
Cessions et réalisations d'actifs industriels	152	92	51
Frais d'acquisitions avec prise de contrôle ⁽¹⁾	2	2	
Free cash flow	1 874	925	890

(1) Ces frais auparavant qualifiés de flux d'investissement impactent la trésorerie provenant de l'exploitation à partir du 1^{er} janvier 2010, en application de la norme IFRS3 Révisée sur les regroupements d'entreprise.

(2) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

Bilan consolidé

Bilan consolidé simplifié

	Au 31 décembre	Au 30 juin
(En millions d'euros sauf pourcentage)	2011	2012
Actifs non courants	22 314	22 491
Actifs courants	6 112	7 202
Total de l'actif	28 426	29 693
Capitaux propres (part du Groupe)	12 100	12 236
Intérêts ne conférant pas le contrôle	98	57
Dette nette	6 633	6 798
Dette financière nette	3 011	3 177
Ratio d'endettement basé sur dette nette	55%	56%
Ratio d'endettement basé sur dette financière nette	25%	26%

Dette nette et dette financière nette

La forte génération de free cash flow a permis au Groupe de procéder au paiement d'un dividende d'un montant de 835 millions d'euros aux actionnaires de Danone tout en poursuivant son objectif de maintien des ratios d'endettement. La dette financière nette a progressé de 166

millions d'euros pour s'établir à 3 177 millions d'euros (hors options de vente de 3 621 millions d'euros accordées aux actionnaires minoritaires au 30 juin 2012).

Le passage de la dette nette à la dette financière nette est présenté dans le tableau ci-dessous :

	Au 31 décembre	Au 30 juin
(En millions d'euros)	2011	2012
Dettes financières non courantes	7 166	6 848
Dettes financières courantes	1 865	2 952
Placements à court terme	(1 114)	(1 644)
Disponibilités	(1 027)	(1 143)
Instruments dérivés - actifs	(257)	(215)
Dette nette	6 633	6 798
<i>Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle - part non courante</i>	(3 622)	(3 160)
<i>Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle - part courante</i>		(461)
Dettes financières exclues de la dette financière nette	(3 622)	(3 621)
Dette financière nette	3 011	3 177

Perspectives 2012

Ajustement des perspectives financières pour l'exercice 2012

Danone a fixé en février dernier des priorités claires pour 2012 : le développement de ses catégories, un investissement soutenu dans les pays à fort potentiel, en particulier les pays dits "MICRUB" (Mexique, Indonésie, Chine, Russie, États-Unis et Brésil) et le soutien de ses activités et de ses marques en Europe de l'Ouest.

Le Groupe fait face depuis la fin du premier trimestre à un contexte de consommation en dégradation rapide et significativement plus forte qu'attendue dans les pays d'Europe du Sud, et tout particulièrement en Espagne.

Dans ces marchés, Danone a choisi d'apporter une réponse articulée autour du soutien des marques et du renforcement de la compétitivité de ses produits.

Par ailleurs, l'inflation des coûts matières premières du Groupe a été supérieure aux attentes depuis le début de l'année.

En conséquence, le Groupe a décidé d'ajuster ses objectifs 2012 comme suit :

- objectif de croissance du chiffre d'affaires inchangé, à 5%-7% en données comparables ; la bonne performance de l'ensemble des activités en Asie, Amériques, Afrique Moyen-Orient et CEI permettant de compenser les pressions auxquelles est soumise l'Europe de l'Ouest ;
- objectif de marge opérationnelle courante ramené de "stable" à "en baisse de 50 points de base à données comparables". L'ajustement de cet objectif a pour but de mettre en place les actions nécessaires en Europe du Sud, tout en continuant à développer les ventes et la rentabilité du Groupe dans le reste du monde ;
- objectif de free cash flow, inchangé, à 2 milliards d'euros, le Groupe continuant à progresser notamment dans sa gestion du besoin en fonds de roulement.

Ces prévisions, perspectives, déclarations et autres informations prospectives, incluses dans le présent Rapport financier semestriel, sont notamment fondées sur les données, hypothèses et estimations développées ci-dessous et considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les prévisions annoncées se produiront. Par nature, ces données, hypothèses et estimations, ainsi que l'ensemble des éléments pris en compte pour la détermination desdites déclarations et informations prospectives pourraient ne pas se réaliser et sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiés en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier et concurrentiel du Groupe. De plus, la réalisation de certains risques décrits au paragraphe *Principaux risques et incertitudes* pourrait avoir un impact sur les activités, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe et sur la réalisation de ses prévisions, perspectives, déclarations et informations prospectives énoncées ci-dessus.

Principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions

Les prévisions présentées ci-dessus ont été élaborées selon des méthodes comptables conformes à celles suivies par le Groupe pour l'établissement des informations historiques. Elles reposent sur de nombreuses hypothèses, parmi lesquelles, les hypothèses ci-dessous :

- les données ont été établies sur la base de taux de change et de taux d'intérêt prévisionnels élaborés au niveau du Groupe ;
- les tendances de consommation constatées actuellement dans les pays importants pour le Groupe se poursuivront sur le reste de l'année, sans amélioration ni détérioration significative, qu'il s'agisse de marchés émergents ou matures ;
- la hausse du prix des matières premières s'est poursuivie au premier semestre et devrait être moins marquée au second semestre ;
- la croissance du chiffre d'affaires du Groupe continuera à être principalement tirée par le développement de ses catégories, un investissement soutenu dans les pays à fort potentiel, en particulier les pays dits "MICRUB" (Mexique, Indonésie, Chine, Russie, États-Unis et Brésil), et le soutien de ses activités et de ses marques en Europe de l'Ouest ;
- la politique de recherche de productivité soutenue et la politique tarifaire sélective seront poursuivies en 2012.

Événements postérieurs à la clôture

Les événements postérieurs à la clôture sont détaillés dans la Note 16 des Annexes aux comptes consolidés semestriels résumés.

Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2012 sont ceux détaillés au paragraphe 2.7 *Facteurs de risques* du Document de Référence 2011, dont en particulier le contexte économique dégradé en Europe de l'Ouest ainsi que le risque d'alourdissement des taxes existantes ou d'instauration de nouvelles taxes dans les pays matures, notamment en France.

Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Le Groupe communique sur des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS et qui sont calculés de la façon suivante :

Les variations en données comparables du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant, de la marge opérationnelle courante et du résultat net courant – Part du Groupe excluent essentiellement l'impact (i) des variations de taux de change en calculant les indicateurs de l'exercice considéré et ceux de l'exercice précédent sur la base de taux de change identiques (le taux de change utilisé est un taux annuel prévisionnel déterminé par le Groupe pour l'exercice considéré et appliqué aux deux exercices) (ii) des variations de périmètre en calculant les indicateurs de l'exercice précédent sur la base du périmètre de consolidation de l'exercice considéré.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des Autres produits et charges opérationnels. En application de la recommandation 2009-R.03 du CNC "relative au format des états financiers des entreprises sous référentiel comptable international", les Autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité courante du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées, les dépréciations d'écarts d'acquisition, des coûts significatifs relatifs à des opérations de restructuration stratégiques et de croissance externe majeures ainsi que les coûts (encourus ou estimés) liés à des litiges majeurs. Par ailleurs, depuis la mise en œuvre de la norme IFRS 3 Révisée sur les Regroupements d'entreprises, les Autres produits et charges opérationnels incluent également les frais d'acquisitions des sociétés dont le Groupe prend le contrôle.

La marge opérationnelle courante correspond au ratio résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires net.

Le résultat net courant – Part du Groupe mesure la performance récurrente de l'entreprise et exclut les éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance courante du Groupe. Les éléments non courants incluent principalement les Autres produits et charges opérationnels, les plus ou moins-values de cession et les dépréciations de participations consolidées par mise en équivalence ou non consolidées ainsi que les produits et charges d'impôts relatifs aux éléments non courants. Ces éléments exclus du Résultat net courant – Part du Groupe représentent le Résultat net non courant – Part du Groupe.

Le bénéfice net courant dilué par action ou résultat net courant - Part du Groupe par action après dilution correspond au ratio résultat net courant – Part du Groupe sur nombre d'actions dilué.

Le free cash flow représente le solde de la trésorerie provenant de l'exploitation après prise en compte des investissements industriels nets de cession et avant prise en compte des frais d'acquisitions des sociétés dont le Groupe prend le contrôle (depuis la mise en œuvre de la norme IFRS 3 Révisée sur les Regroupements d'entreprises).

La dette financière nette représente la part de dette nette portant intérêt. Elle est calculée sur la base des dettes financières courantes et

non courantes, après exclusion des Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle, et nette des Placements à court terme et des Instruments dérivés - actifs.

1.2 Données de la société mère Danone

Au premier semestre 2012, le chiffre d'affaires et le résultat courant avant impôt de la société mère Danone se sont élevés respectivement à 317 millions d'euros et 616 millions d'euros (respectivement 237 millions d'euros et 824 millions d'euros au premier semestre 2011).

1.3 Autres éléments

Actionnariat de la Société au 26 juillet 2012

Droits de vote et franchissement de seuils

Il est rappelé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives entièrement libérées et inscrites au nom d'un même titulaire depuis deux ans au moins (voir paragraphe 8.7 *Droits de vote, franchissement de seuils* du Document de Référence 2011).

Par ailleurs, les statuts de la Société prévoient que toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir ou cesse de détenir, de quelque manière que ce soit, au sens des articles L. 233-7 et suivants du livre II du Code de commerce, une fraction égale à 0,5 % des droits de vote ou un multiple de cette fraction, doit, au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social dans un délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement de l'un de ces seuils, informer la Société du nombre total d'actions ou de titres donnant accès à terme au capital ainsi que du nombre de droits de vote qu'elle détient, seule ou indirectement ou encore de concert. Pour les franchissements de seuil résultant d'une acquisition ou d'une cession en bourse, le délai de cinq jours de bourse démarre à compter du jour de la négociation des titres et non de leur livraison. En cas de non-respect de cette obligation d'information et à la demande d'un ou de plusieurs actionnaires détenant 5 % des droits de vote, les droits de vote excédant la fraction qui aurait dû être déclarée ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant, à toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Actionnariat de la Société au 26 juillet 2012

Au 26 juillet 2012, après le transfert d'actions auto-détenues dans le cadre du rachat d'actions de Danone Espagne (voir paragraphe *Evolution de l'actionnariat de Danone SA en Espagne*), et sur la base des informations et déclarations de franchissements de seuils reçues par la Société, les actionnaires détenant plus de 1,5 % des droits de vote de la Société sont les suivants :

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Pourcentage du capital ⁽¹⁾	Nombre de droits de vote bruts	Pourcentage des droits de vote bruts ⁽¹⁾⁽²⁾	Nombre de droits de vote nets	Pourcentage des droits de vote nets ⁽¹⁾⁽³⁾
Groupe Eurazeo	16 433 370	2,6 %	31 902 983	4,6 %	31 902 983	4,9 %
Groupe Sofina & Henex	13 584 541	2,1 %	27 169 082	3,9 %	27 169 082	4,2 %
MFS Investment Management ⁽⁴⁾	25 893 016	4,0 %	24 268 011 ⁽⁵⁾	3,5 %	24 268 011 ⁽⁵⁾	3,7 %
Groupe Amundi	20 830 218	3,2 %	20 830 218	3,0 %	20 830 218	3,2 %
FCPE "Fonds Danone"	8 964 210	1,4 %	17 090 483	2,5 %	17 090 483	2,6 %
Norges Bank	16 222 007	2,5 %	16 222 007	2,4 %	16 222 007	2,5 %
Natixis Asset Management	13 981 133	2,2 %	13 981 133	2,0 %	13 981 133	2,1 %
MFS Institutional Advisors, Inc. ⁽⁴⁾	23 373 877	3,6 %	13 699 784 ⁽⁵⁾	2,0 %	13 699 784 ⁽⁵⁾	2,1 %
Groupe Caisse des Dépôts et Consignations	11 688 114	1,8 %	11 688 114	1,7 %	11 688 114	1,8 %
La Société ⁽⁶⁾	29 853 524	4,6 %	29 853 524	4,3 %	-	-
Filiale Danone Espagne	5 780 005	0,9 %	5 780 005	0,8 %	-	-
Autres	456 557 985	71,1 %	477 227 651	69,3 %	477 227 651	72,9 %
Total	643 162 000	100,0%	689 712 995	100,0%	654 079 466	100,0%

(1) Ce pourcentage est calculé sur la base du capital ou des droits de vote existants au 26 juillet 2012 (et non sur la base du capital ou des droits de vote à la date de la déclaration de franchissements de seuils).

(2) Le pourcentage des droits de vote bruts est calculé en incluant les actions détenues par la Société et ses filiales, qui sont privées de droit de vote.

(3) Le nombre des droits de vote nets (ou droits de vote "exerçables en Assemblée Générale") est calculé en ne tenant pas compte des actions privées de droit de vote.

(4) MFS Investment Management a indiqué à la Société que MFS Investment Management et MFS Institutional Advisors, Inc. sont deux entités distinctes du groupe MFS qui n'agrègent pas les actions et droits de vote des sociétés qu'ils détiennent au regard des règles relatives aux franchissements de seuils légaux, conformément aux dispositions de l'article 223-12-1 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (la Société n'a pas vérifié cette information).

(5) MFS Investment Management a précisé à la Société que l'écart entre le nombre d'actions détenues et le nombre de droits de vote détenus par MFS Investment Management et MFS Institutional Advisors, Inc. s'explique par le fait que certains de leurs clients conservent le pouvoir d'exercer les droits de vote attachés aux actions détenues par ces sociétés (la Société n'a pas vérifié cette information).

(6) Le transfert par la Société d'actions autodétenues dans le cadre du rachat d'actions de Danone Espagne (voir paragraphe *Evolution de l'actionnariat de Danone SA en Espagne*) sera compensé dans les 3 mois par un programme spécifique de rachats d'actions pour un nombre d'actions Danone équivalent.

Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la Note 15 des Annexes aux comptes consolidés semestriels résumés.

2 Comptes consolidés semestriels résumés

2.1 Comptes consolidés

Résultat consolidé

		Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin
		2011	2011
(En millions d'euros)	Notes	Retraité ⁽¹⁾	2012
Chiffre d'affaires net		19 318	9 728
Coût des produits vendus		(9 541)	(5 238)
Frais sur vente		(5 092)	(2 744)
Frais généraux		(1 564)	(842)
Frais de recherche et de développement		(233)	(125)
Autres produits et charges		(45)	(75)
Résultat opérationnel courant		2 843	1 407
Autres produits et charges opérationnels	6	(114)	(40)
Résultat opérationnel		2 729	1 403
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		67	44
Coût de l'endettement financier brut		(241)	(120)
Coût de l'endettement financier net	7	(174)	(76)
Autres produits et charges financiers	7	(120)	(68)
Résultat avant impôts		2 435	1 264
Impôts sur les bénéfices	8	(626)	(341)
Résultat des sociétés intégrées		1 809	931
Résultats des sociétés mises en équivalence		46	39
Résultat net		1 855	954
• Part du Groupe		1 671	881
• Part des intérêts ne conférant pas le contrôle		184	84

(1) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

Résultat par action

	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin
	2011	2011
(En euros par action sauf nombre d'actions)	Retraité ⁽¹⁾	2012
Nombre d'actions		
Avant dilution	602 202 781	600 877 199
Dilution liée aux actions sous conditions de performance et aux options d'achat d'actions ⁽²⁾	1 846 917	2 272 168
Après dilution	604 049 698	603 149 367
Résultat net - Part du Groupe, par action		
Avant dilution	2,77	1,47
Après dilution	2,77	1,46

(1) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

(2) Actions sous conditions de performance et options d'achat d'actions attribuées à certains salariés et aux mandataires sociaux.

Etat du résultat global consolidé

	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2011 Retraité ⁽¹⁾	2012
<i>(En millions d'euros)</i>			
Résultat net	1 855	954	965
Ecarts de conversion, nets d'impôts	(89)	(528)	131
<i>Ecarts actuariels sur engagements de retraites</i>	(27)		
<i>Effets d'impôts</i>	7		
Ecarts actuariels sur engagements de retraites non recyclables en résultat, nets d'impôts	(20)		
Gains et pertes relatifs aux instruments dérivés de couverture, nets d'impôts ⁽²⁾	15	23	(8)
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	(1)	4	2
<i>Montant recyclé en résultat sur l'exercice en cours</i>			
<i>Effets d'impôts</i>			
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente, nets d'impôts	(1)	4	2
Autres gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres, nets d'impôts	5	1	
Gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres	(90)	(500)	125
Résultat global	1 765	454	1 090
• Part du Groupe	1 617	383	999
• Part des intérêts ne conférant pas le contrôle	148	71	91

(1) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011

(2) Comprend notamment un écart de change négatif de 10 millions d'euros avant impôts relatif à la revalorisation en capitaux propres de l'emprunt obligataire de 850 millions de dollars US (voir Note 13 des Annexes aux comptes consolidés). En effet, cet emprunt est qualifié de couverture d'investissement net au sens de la norme IAS 39, Instruments dérivés : comptabilisation et évaluation.

Bilan consolidé

		Au 31 décembre	Au 30 juin
(En millions d'euros)	Notes	2011	2012
Actif			
Marques		4 258	4 319
Autres immobilisations incorporelles		531	523
Goodwill		11 289	11 385
Immobilisations incorporelles	9	16 078	16 227
Immobilisations corporelles		3 916	4 040
Titres mis en équivalence	10	1 030	1 048
Autres titres non consolidés		123	124
Prêts à plus d'un an		53	40
Autres immobilisations financières		166	181
Instruments dérivés - actifs		257	215
Impôts différés		691	616
Actifs non courants		22 314	22 491
Stocks		1 061	1 137
Clients et comptes rattachés		1 981	2 291
Autres comptes débiteurs		820	889
Prêts à moins d'un an		40	32
Placements à court terme		1 114	1 644
Disponibilités		1 027	1 143
Actifs détenus en vue de leur cession	4	69	66
Actifs courants		6 112	7 202
Total de l'actif		28 426	29 693
Passif et capitaux propres			
Capital	11	161	161
Primes		3 452	3 487
Bénéfices accumulés		10 192	10 179
Ecarts de conversion		(23)	101
Autres résultats enregistrés directement en capitaux propres		(118)	(124)
Actions propres et options d'achat d'actions DANONE ⁽¹⁾	11	(1 564)	(1 568)
Capitaux propres - Part du Groupe		12 100	12 236
Intérêts ne conférant pas le contrôle	11	98	57
Capitaux propres	11	12 198	12 293
Financements	12	3 431	3 653
Instruments dérivés - passifs		113	35
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	12, 13	3 622	3 160
Dettes financières non courantes		7 166	6 848
Provisions pour retraites et autres avantages à long terme		458	469
Impôts différés		1 108	1 099
Autres provisions et passifs non courants		534	544
Passifs non courants		9 266	8 960
Financements et instruments dérivés - passifs	12	1 865	2 491
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	12,13	-	461
Dettes financières courantes		1 865	2 952
Fournisseurs et comptes rattachés		2 706	3 104
Autres passifs courants		2 354	2 368
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur cession	4	37	16
Passifs courants		6 962	8 440
Total du passif et des capitaux propres		28 426	29 693

(1) Options d'achat d'actions DANONE acquises par la Société.

Tableau de variation des flux de trésorerie consolidés

(En millions d'euros)	Notes	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
		2011	2011 Retraité ⁽¹⁾	2012
Résultat net		1 855	954	965
Résultat des sociétés mises en équivalence		(46)	(23)	(39)
Dotations aux amortissements		637	313	337
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		30	11	13
Autres ressources (emplois) ayant un impact sur la trésorerie		(96)	(85)	(51)
Autres ressources (emplois) sans impact sur la trésorerie		63	65	97
Marge brute d'autofinancement		2 443	1 235	1 322
Variation des stocks		(92)	(133)	(66)
Variation des créances clients		(125)	(336)	(298)
Variation des dettes fournisseurs		306	406	362
Variation des autres comptes débiteurs et créditeurs		73	(4)	(65)
Variation des éléments du besoin en fonds de roulement		162	(67)	(67)
Trésorerie provenant de l'exploitation	14	2 605	1 168	1 255
Investissements industriels	14	(885)	(337)	(416)
Cessions d'actifs industriels		152	92	51
Acquisitions d'actifs financiers nettes de la trésorerie acquise	14	(60)	(35)	(21)
Cessions d'actifs financiers ⁽²⁾	14	23	5	2
Variation nette des prêts et autres immobilisations financières		3	(30)	(43)
Trésorerie provenant des opérations d'investissement/ désinvestissement	14	(767)	(305)	(427)
Augmentation du capital et des primes		37	34	35
Acquisition d'actions propres (nettes de cession) et d'options d'achats d'actions DANONE ⁽³⁾	11, 14	(659)	(553)	(4)
Dividendes versés aux actionnaires de Danone	11, 14	(783)	(783)	(835)
Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	14	(214)	(176)	(200)
Flux nets d'instruments dérivés		(20)	0	(38)
Financements obligataires émis au cours de l'exercice	12	822	66	685
Financements obligataires remboursés au cours de l'exercice	12	(912)	(746)	(173)
Variation nette des autres dettes financières courantes et non courantes	12	(158)	1 261	377
Variation des placements à court terme		23	173	(555)
Trésorerie affectée aux opérations de financement	14	(1 864)	(724)	(708)
Incidence des variations de taux de change		(1)	(37)	(4)
Variation globale de la trésorerie		(27)	102	116
Disponibilités au 1^{er} janvier		1 054	1 054	1 027
Disponibilités au 30 juin / 31 décembre		1 027	1 156	1 143
Informations complémentaires				
Flux de trésorerie liés au paiement				
• d'intérêts financiers nets		195	134	101

(1) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

(2) Y compris endettement net à la date de cession des sociétés cédées.

(3) Options d'achats d'actions DANONE acquises par la Société.

Tableaux de variation des capitaux propres consolidés

Notes	Nombre d'actions		Capitaux propres (En millions d'euros)								
	Composant le capital	En circulation	Capital	Primes	Bénéfices accumulés	Ecarts de conversion	Autres résultats enregistrés en capitaux propres	Actions propres	Part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Au 1 ^{er} janvier 2011	6 47 921 840	6 11 067 883	162	3 627	9 251	30	(117)	(1 216)	11 737	47	11 784
Résultat net, gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres					865	(510)	28		383	71	454
Augmentation de capital	11	939 160		33					33		33
Réduction de capital									0		0
Variation des actions propres et des options d'achat d'actions DANONE ⁽¹⁾	11	(11 466 498)						(553)	(553)		(553)
Contrepartie des charges relatives aux actions sous conditions de performance et aux options d'achat d'actions ⁽²⁾					11				11		11
Dividendes versés aux actionnaires de Danone	11				(786)				(786)	3	(783)
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	11				(8)				(8)	(90)	(98)
Au 30 juin 2011											
Retraité ⁽³⁾	6 48 861 000	6 00 540 545	162	3 660	9 333	(480)	(89)	(1 769)	10 817	31	10 848

(1) Options d'achat d'actions DANONE acquises par la Société.

(2) Actions sous conditions de performance et options d'achat d'actions attribuées à certains salariés et aux mandataires sociaux.

(3) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

Notes		Nombre d'actions				Capitaux propres (En millions d'euros)										
		Composant le capital		En circulation		Capital	Primes	Bénéfices accumulés	Ecarts de conversion	Autres résultats enregistrés en capitaux propres	Actions propres	Part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux		
Au 1 ^{er} janvier 2012		642	246	573	600	641	108	161	3 452	10 192	(23)	(118)	(1 564)	12 100	98	12 198
Résultat net, gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres										881	124	(6)		999	91	1 090
Augmentation de capital		11	915 427		915 427				35				35			35
Réduction de capital														0		0
Variation des actions propres et des options d'achat d'actions DANONE ⁽¹⁾		11			(138 103)						(4)		(4)			(4)
Contrepartie des charges relatives aux actions sous conditions de performance et aux options d'achat d'actions ⁽²⁾										10			10			10
Dividendes versés aux actionnaires de Danone		11							(838)				(838)		3	(835)
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle		11							(66)				(66)	(135)		(201)
Au 30 juin 2012		643	162	000	601	418	432	161	3 487	10 179	101	(124)	(1 568)	12 236	57	12 293

(1) Options d'achat d'actions DANONE acquises par la Société.

(2) Actions sous conditions de performance et options d'achat d'actions attribuées à certains salariés et aux mandataires sociaux.

2.2 Annexes aux comptes consolidés semestriels résumés

Les comptes consolidés semestriels résumés de Danone et de ses filiales ("le Groupe") au titre de la période close le 30 juin 2012 (les "comptes consolidés") ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de Danone du 26 juillet 2012.

Sommaire des notes annexes

Généralités : principes comptables, changements dans le périmètre de consolidation, segments opérationnels et autres généralités

Note 1 – Principes comptables

Note 2 – Retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011

Note 3 – Changements dans le périmètre de consolidation et dans le pourcentage de détention par le Groupe dans ses filiales

Note 4 – Actifs et passifs détenus en vue de leur cession

Note 5 – Segments opérationnels

Eléments du compte de résultat consolidé

Note 6 – Autres produits et charges opérationnels

Note 7 – Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Note 8 – Impôts sur les bénéfices

Eléments de l'actif consolidé

Note 9 – Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles

Note 10 – Suivi de la valeur des titres mis en équivalence

Eléments du passif et des capitaux propres consolidés

Note 11 – Informations sur les variations des capitaux propres consolidés

Note 12 – Dettes financières courantes et non courantes

Note 13 – Dettes financières courantes et non courantes relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne

Autres informations

Note 14 – Informations sur les variations des flux de trésorerie consolidés et sur la variation de dette nette

Note 15 – Transactions avec les parties liées

Note 16 – Événements postérieurs à la clôture

Note 1 – Principes comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en conformité avec le référentiel "IFRS" (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne, qui est disponible sur le site Internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm). Les normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces comptes consolidés sont également conformes au référentiel IFRS tel qu'édicte par l'IASB (*International Accounting Standards Board*).

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2012 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire. Cette norme prévoit que, s'agissant de comptes résumés, ceux-ci n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels. Ces comptes résumés doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011. L'activité du Groupe au semestre clos le 30 juin 2012 ne présente pas de caractère saisonnier significatif.

Les principes comptables retenus pour la préparation de ces comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 (Voir Note 1 de l'Annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011), à l'exception des normes, amendements et interprétations applicables pour la première fois au 1^{er} janvier 2012.

Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2012

- Amendement à IFRS 7 relatif à l'information à fournir sur les transferts d'actifs financiers.

Les normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012.

Normes, amendements et interprétations d'application non obligatoire au 1^{er} janvier 2012 mais pouvant être anticipée

- IAS 19, *Avantages au personnel* notamment pour les régimes à prestations définies ;
- IFRS 12 (sous conditions) relative aux informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ;
- Amendement à IFRS 1 relative à l'hyperinflation ;
- Amendement à IAS 1 relatif à la présentation des autres éléments du résultat global ;
- Amendement à IFRS 7 relatif aux informations à fournir sur la compensation des actifs et passifs financiers.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces normes, amendements et interprétations dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 et estime qu'ils ne devraient pas avoir un impact significatif sur ses résultats et sa situation financière.

Par ailleurs, l'IASB a publié des normes, amendements et interprétations pouvant être anticipés au 1^{er} janvier 2012, mais non encore adoptés par l'Union européenne :

- IFRS 9 relative aux instruments financiers ;
- IFRS 10 relative aux états financiers consolidés ;
- IFRS 11 relative aux co-entreprises ;
- IFRS 12 relative à l'information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ;
- IFRS 13 relative à l'évaluation à la juste valeur ;
- IAS 27 Révisée relatives aux Etats financiers individuels ;
- IAS 28 Révisée relative aux participations dans des entreprises associées.

L'impact de ces normes sur les résultats et la situation financière du Groupe est en cours d'évaluation.

Autres travaux de l'IASB et de l'IFRIC

Le Groupe reste attentif aux travaux de l'IASB et de l'IFRIC qui pourraient amener à une révision de certaines normes sur le traitement des options de vente accordées à des détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle. Le projet d'interprétation publié par l'IFRIC le 31 mai 2012 précise que toutes les variations dans l'évaluation du passif financier, au titre de l'option de vente consentie aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle, doivent être comptabilisées en résultat, en cohérence avec IAS 39 et IFRS 9. Le Groupe, en l'absence de prescriptions précises des IFRS, applique les recommandations de l'AMF émises en novembre 2009 : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle est présenté en capitaux propres, en diminution des "Bénéfices accumulés – Part du Groupe".

Note 2 – Retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011

Les comptes consolidés au 30 juin 2011 ont été retraités conformément à IAS 8, *Changement de méthode comptable* et à IFRS3 Révisée, *Regroupement d'entreprises*, en raison :

- du changement de principe comptable et de présentation des engagements de retraites et autres avantages à long terme appliqué pour la première fois aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
- de la finalisation au 31 décembre 2011 de la comptabilisation de l'acquisition des sociétés du groupe Unimilk.

Ces éléments sont décrits à la Note 4 des Annexes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Ce retraitement a pour effets :

- sur le compte de résultat consolidé du semestre clos le 30 juin 2011 : (i) une hausse du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel de 11 millions d'euros, (ii) une charge supplémentaire des Autres produits et charges financiers de 3 millions d'euros, (iii) une charge supplémentaire d'impôts sur les bénéfices de 2 millions d'euros et (iv) une hausse du résultat net - Part du Groupe de 4 millions d'euros (2 millions d'euros pour la Part des intérêts ne conférant pas le contrôle) ;

- sur le résultat par action du semestre clos le 30 juin 2011 : le résultat net - Part du Groupe par action est (i) inchangé avant dilution et (ii) en hausse de 0,01 euro par action après dilution ;
- sur l'état du résultat global du semestre clos le 30 juin 2011 : (i) une hausse du résultat net de 6 millions d'euros, (ii) une hausse du Résultat global - Part du groupe de 4 millions d'euros (2 millions d'euros en Part des intérêts ne conférant pas le contrôle) ;
- sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2011 : une hausse de 6 millions d'euros des capitaux propres - Part du Groupe (la Part des détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle étant inchangée).

Note 3 – Changements dans le périmètre de consolidation et dans le pourcentage de détention par le Groupe dans ses filiales

Acquisitions

Acquisitions avec prise de contrôle

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe n'a procédé à aucune acquisition avec prise de contrôle.

Au cours du premier semestre 2011, le Groupe avait procédé à l'acquisition de l'intégralité des titres de la société Complan (Nutrition Médicale - Grande-Bretagne).

Autres acquisitions

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a procédé au rachat d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans plusieurs de ses filiales (voir Note 14 des Annexes aux comptes consolidés), la principale opération concernant Danone Canaries (Produits Laitiers Frais – Espagne) avec le rachat d'une participation complémentaire de 10,9 % portant le taux de détention du Groupe dans la société à 94,4 % au 30 juin 2012.

Au cours du premier semestre 2011, le Groupe n'avait procédé à aucune autre acquisition.

Cessions

Cessions partielles avec perte de contrôle

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a procédé à la cession de 51 % de sa participation dans la société Danone Thaïlande (Produits Laitiers frais – Thaïlande), impliquant la perte du contrôle exclusif de la société par le Groupe et portant sa participation à 49 %.

Au cours du premier semestre 2011, le Groupe n'avait procédé à aucune cession avec perte de contrôle.

Autres cessions

Au cours des premiers semestres 2011 et 2012, le Groupe n'a procédé à aucune autre cession significative.

Principales acquisitions en cours

Danone a annoncé le 27 juin 2012, qu'il portait sa participation dans la société Centrale Laitière du Maroc (Produits Laitiers Frais – Maroc) de 29,2 % à 67,0 % en acquérant une partie des actions détenues par la société SNI pour un montant d'environ 550 millions d'euros. La Centrale Laitière est le leader des produits laitiers au Maroc avec près de 60 % de parts de marché. Elle y réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions d'euros et commercialise des produits sous marque Danone comme Yawmy, Moufid et Activia.

Cette opération est soumise à l'accord des autorités compétentes et sa finalisation devrait avoir lieu d'ici à la fin de l'année 2012.

Elle confèrera au Groupe le contrôle de la Centrale Laitière qui sera consolidée par intégration globale. Elle n'a pas d'impact sur les comptes consolidés au 30 juin 2012, avec notamment le maintien de la mise en équivalence de la société.

Par ailleurs Danone a signé le 2 août 2011 un accord avec le groupe Wockhardt en vue d'acquérir son activité nutrition pour s'implanter sur les marchés de la nutrition infantile et de la nutrition médicale en Inde.

L'acquisition par Danone de l'activité et des marques nutrition du groupe Wockhardt et des actifs industriels situés dans la région du Punjab (Inde), pour un montant total d'environ 250 millions d'euros, est en cours au 30 juin 2012.

Note 4 – Actifs et passifs détenus en vue de leur cession

Cessions réalisées

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a procédé à la cession de 51 % de sa participation dans la société Danone Thaïlande (Produits Laitiers frais – Thaïlande), impliquant la perte du contrôle exclusif de la société par le Groupe et portant sa participation à 49 %

(voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés). Les actifs et passifs de la société étaient classés comme actifs et passifs détenus en vue de leur cession au 31 décembre 2011.

Actifs et passifs détenus en vue de leur cession

Au 30 juin 2012, le Groupe est engagé dans le processus de cession de tout ou partie de sa participation dans certaines de ses sociétés des Pôles Produits Laitiers Frais et Eaux. Le Groupe considère comme hautement probable la réalisation de ces opérations dans les 12 prochains mois. En conséquence, les actifs et passifs de ces sociétés pour des montants respectifs de 66 millions d'euros et 16 millions d'euros ont été classés comme actifs et passifs détenus en vue de leur cession au 30 juin 2012.

Au 31 décembre 2011 les actifs détenus en vue de leur cession visaient tout ou partie de la participation du Groupe dans certaines de ses sociétés des Pôles Produits Laitiers Frais et Eaux. Les actifs et passifs de ces sociétés s'élevaient à respectivement 69 millions d'euros et 37 millions d'euros.

Au cours de l'exercice 2011 et au premier semestre 2012, aucune activité n'a été qualifiée d'activité arrêtée, cédée ou en cours de cession.

Note 5 – Segments opérationnels

Les indicateurs clés revus et utilisés en interne par les principaux décideurs opérationnels (le Président Directeur Général, Franck RIBOUD, les deux Directeurs Généraux Délégués, Bernard HOURS et Emmanuel FABER, et le Directeur Général Finances, Pierre-André TERISSE) pour évaluer la performance des opérationnels sont :

- le chiffre d'affaires net ;
- le résultat opérationnel courant ;
- la marge opérationnelle courante, qui correspond au ratio résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires net ;
- le *free cash-flow*, qui représente le solde de la trésorerie provenant de l'exploitation après prise en compte des investissements industriels nets de cession et avant prise en compte des frais d'acquisitions des sociétés dont le Groupe prend le contrôle (depuis la mise en œuvre de la norme IFRS 3 Révisée sur les Regroupements d'entreprises) ;
- la dette financière nette qui représente la part de dette nette portant intérêt. Elle est calculée sur la base des dettes financières courantes et non courantes, après exclusion des Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle, et nette des Placements à court terme et des Instruments dérivés - actifs.

Parmi les indicateurs clés revus et utilisés en interne par les principaux décideurs opérationnels, seuls le chiffre d'affaires net, le résultat opérationnel courant et la marge opérationnelle courante font l'objet d'un suivi par pôle d'activité, les autres indicateurs faisant l'objet d'un suivi au niveau du Groupe.

Informations par pôle d'activité

Le chiffre d'affaires net, le résultat opérationnel courant et la marge opérationnelle courante sont suivis selon les quatre pôles d'activité du Groupe : Produits Laitiers Frais, Eaux, Nutrition Infantile et Nutrition Médicale.

		Semestre clos le 30 juin					
(En millions d'euros, sauf pourcentage)		Chiffre d'affaires net ⁽¹⁾		Résultat opérationnel courant		Marge opérationnelle courante	
	2011	2012	2011 Retraité ⁽²⁾	2012	2011 Retraité ⁽²⁾	2012	
Produits Laitiers Frais	5 672	5 906	690	663	12,2%	11,2%	
Eaux	1 667	1 855	234	254	14,0%	13,7%	
Nutrition Infantile	1 818	2 090	361	417	19,9%	20,0%	
Nutrition Médicale	571	624	122	117	21,4%	18,7%	
Total pôles d'activité	9 728	10 475	1 407	1 451	14,5%	13,8%	
Total Groupe	9 728	10 475	1 407	1 451	14,5%	13,8%	

(1) Chiffre d'affaires net hors Groupe.

(2) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

Informations par zone géographique

Les indicateurs clés de résultat revus et utilisés en interne par les principaux décideurs opérationnels (dont le chiffre d'affaires net) sont présentés selon trois zones géographiques : l'Europe (qui comprend l'Europe de l'Ouest, l'Europe Centrale et de l'Europe de l'Est), l'Asie (qui inclut la région Pacifique) et le Reste du Monde (composé du continent américain, de l'Afrique et du Moyen-Orient).

(En millions d'euros, sauf pourcentage)	Chiffre d'affaires net ^{(1) (2)}		Résultat opérationnel courant		Semestre clos le 30 juin Marge opérationnelle courante	
			2011		2011	
	2011	2012	Retraité ⁽³⁾	2012	Retraité ⁽¹⁾	2012
Europe	5 543	5 548	784	662	14,2%	11,9%
Asie	1 395	1 762	288	398	20,6%	22,6%
Reste du Monde	2 790	3 165	335	391	12,0%	12,4%
Total Groupe	9 728	10 475	1 407	1 451	14,5%	13,8%

(1) Chiffre d'affaires net hors Groupe.

(2) Dont 1 070 millions d'euros réalisés en France au cours du premier semestre 2012 (1 091 millions d'euros au cours du premier semestre 2011).

(3) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

Les actifs non courants présentés ci-dessous sont les immobilisations corporelles et incorporelles :

(En millions d'euros)	Au 31 décembre	Au 30 juin
	Immobilisations corporelles et incorporelles	
	2011	2012
Europe ⁽¹⁾	12 366	12 526
Asie	4 081	4 137
Reste du Monde	3 547	3 604
Total Groupe	19 994	20 267

(1) Dont 1 693 millions d'euros en France au 30 juin 2012 (1 682 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Note 6 – Autres produits et charges opérationnels

Au premier semestre 2012, les Autres produits et charges opérationnels représentent une charge de 40 millions d'euros, correspondant notamment aux charges d'intégration d'Unimilk (Produits Laitiers Frais – Russie et Ukraine principalement) dans le cadre de l'enveloppe définie au moment de l'acquisition et aux frais relatifs à un projet stratégique de croissance externe que le Groupe a mené au cours du premier semestre 2012.

Au premier semestre 2011, les Autres produits et charges opérationnels représentaient une charge de 4 millions d'euros, correspondant essentiellement à un remboursement d'assurance relatif à la class action aux Etats-Unis ainsi qu'aux frais d'intégration des sociétés du groupe Unimilk.

Note 7 – Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Au premier semestre 2012, le résultat financier s'analyse comme suit :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin	
	2011 Retraité ⁽¹⁾	2012
Produits financiers sur disponibilités et placements à court terme	32	44
Charges financières sur dette financière	(120)	(120)
Coût de l'endettement financier net	(88)	(76)
Autres produits financiers	16	13
Autres charges financières	(67)	(81)
Autres produits et charges financiers	(51)	(68)
Résultat financier	(139)	(144)

(1) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

Au premier semestre 2012, le coût de l'endettement financier net a baissé par rapport au premier semestre 2011, en raison principalement

de l'impact favorable de la gestion de la dette obligataire du Groupe et dans une moindre mesure de la baisse des taux d'intérêt. La variation du solde des Autres produits et charges financiers résulte principalement de la hausse du coût des couvertures du risque de change opérationnel dans les pays émergents.

Au premier semestre 2011, le coût de l'endettement financier net avait progressé par rapport au premier semestre 2010, principalement impacté par le coût de la dette d'Unimilk, et dans une moindre mesure par la hausse des taux d'intérêt.

Note 8 – Impôts sur les bénéfices

Au premier semestre 2012, le taux effectif d'imposition du Groupe s'élève à 26,9 % (26,3 % au premier semestre 2011 et 25,7 % sur l'exercice 2011). L'écart par rapport au taux normal d'imposition en France de 34,4 % au premier semestre 2012 s'analyse comme suit :

(En pourcentage du résultat avant impôts)	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2012
Taux d'impôt en France	34,4 %	34,4%
Activation d'impôts différés sur reports déficitaires	0,0%	(1,6%)
Différences de taux d'impôt entre juridictions fiscales	(9,0%)	(7,5%)
Autres effets	0,9%	1,6%
Taux effectif d'imposition	26,3%	26,9%

Note 9 – Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2012, les immobilisations incorporelles s'élèvent à 16 227 millions d'euros (16 078 millions d'euros au 31 décembre 2011), dont 15 704 millions d'euros de *goodwill* et marques à durée de vie indéterminée (15 547 millions d'euros au 31 décembre 2011).

La valeur nette comptable des immobilisations incorporelles fait l'objet d'une revue au minimum une fois par an et lorsque des événements et circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles devient durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité.

- la valeur vénale correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par le Groupe dans le cadre d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché, estimée généralement sur la base des multiples de résultats ;
- la valeur d'utilité est déterminée, notamment, sur la base de flux de trésorerie prévisionnels actualisés de l'UGT ou du groupe d'UGT à laquelle se rattachent les immobilisations testées. Les UGT ou groupes d'UGT correspondent à des filiales ou à des regroupements de filiales appartenant à un même pôle d'activité et générant des flux de trésorerie nettement indépendants de ceux générés par d'autres UGT ou groupes d'UGT.

Au 30 juin 2012, le Groupe a procédé à une revue des indicateurs de perte de valeur susceptibles d'entraîner une réduction de la valeur nette comptable des *goodwill* et marques comptabilisés.

Pour les trois groupes d'UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) Nutrition Infantile Reste du Monde, Nutrition Infantile Asie et Nutrition Médicale, les indicateurs analysés font référence à des éléments externes, comme l'évolution du taux d'actualisation, la croissance du marché, l'évolution des parts de marché, l'inflation des matières premières, et à des éléments internes tels que l'estimation du résultat annuel et la performance à date par rapport au budget. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

Pour les différentes UGT des Pôles Produits Laitiers Frais et Eaux, les indicateurs analysés incluent principalement des éléments internes tels que l'évolution des ratios clés de chaque UGT.

- concernant le Pôle Produits Laitiers Frais, l'avertissement sur marge opérationnelle émis par le Groupe le 19 juin 2012 trouvant son origine dans "un contexte de consommation en dégradation rapide et significativement plus forte qu'attendue dans les pays d'Europe du Sud, et tout particulièrement en Espagne" constitue un indice de perte de valeur au niveau de l'UGT Europe du Sud. Le test effectué montre que la valeur recouvrable des actifs est supérieure à leur valeur nette comptable. Par conséquent, aucune perte de valeur n'est à constater au 30 juin 2012 sur aucune des UGT du Pôle Produits Laitiers Frais ;
- concernant le Pôle Eaux, l'analyse des indicateurs de perte de valeur n'a pas conduit à mener de test de perte de valeur sur les UGT significatives. Aucune perte de valeur n'est à constater au 30 juin 2012 sur aucune des UGT du Pôle Eaux.

Note 10 – Suivi des titres mis en équivalence

Au 30 juin 2012, les titres mis en équivalence s'élèvent à 1 048 millions d'euros (1 030 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Les titres des sociétés mises en équivalence sont enregistrés au bilan consolidé à leur coût d'acquisition ajusté de la quote-part du Groupe

dans les variations de l'actif net de la Société depuis son acquisition. Le Groupe procède à la revue de la juste valeur de ses titres mis en équivalence lorsque des événements et circonstances indiquent qu'une perte de valeur est susceptible d'être intervenue. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de la participation devient inférieure à sa valeur nette comptable dans la rubrique "Résultats des sociétés mises en équivalence". Cette perte de valeur peut être reprise si la valeur recouvrable excède à nouveau la valeur comptable.

Au cours du premier semestre 2012, aucune perte de valeur des titres mis en équivalence n'a été constatée.

Note 11 – Informations sur les variations des capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2012, les capitaux propres consolidés s'élèvent à 12 293 millions d'euros (12 198 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Les variations des capitaux propres consolidés au cours du premier semestre 2012 s'expliquent principalement par les éléments suivants :

- résultat global du premier semestre 2012 induisant une hausse des capitaux propres consolidés de 1 090 millions d'euros ;
- dividende versé par la Société au titre de l'exercice 2011 induisant une baisse des capitaux propres consolidés de 835 millions d'euros ;
- transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle : elles ont entraîné une baisse des "Bénéfices accumulés - Part du Groupe" de 66 millions d'euros et une baisse des "Intérêts ne conférant pas le contrôle" de 135 millions d'euros (voir Note 12 des Annexes aux comptes consolidés) induisant au total une baisse des capitaux propres consolidés de 201 millions d'euros ;
- augmentation de capital dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise dont bénéficient les salariés des filiales françaises : elle a entraîné une augmentation des capitaux propres consolidés de 35 millions d'euros.

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe n'a procédé à aucun achat d'action DANONE en dehors des exercices d'options d'achat DANONE réalisés dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions DANONE attribuées à certains salariés et aux mandataires sociaux. Par ailleurs, au cours de ce même semestre, le Groupe n'a procédé à aucune annulation d'actions propres.

Note 12 – Dettes financières courantes et non courantes

La composition des dettes financières courantes et non courantes du Groupe au 30 juin 2012 et leur variation entre le 31 décembre 2011 et le 30 juin 2012 s'analysent comme suit :

(En millions d'euros)	Au 31 décembre 2011	Mouvements de la période					Au 30 juin 2012
		Émission de financements obligataires ou augmentation nette des autres postes	Remboursement des financements obligataires ou diminution nette des autres postes	Passage à moins d'un an des dettes non courantes	Incidence des variations des taux de change	Autres	
Financements obligataires ^{(1) (2)}	217		(173)	193	55		292
Papier commercial ⁽²⁾	852	464					1 316
Autres financements et autres dettes ^{(1) (3)}	796	130			1	(87)	840
Financements ⁽¹⁾	1 865	594	(173)	193	56	(87)	2 448
Instruments dérivés - passifs ⁽¹⁾	-			43			43
Financements et instruments dérivés - passifs ⁽¹⁾	1 865	594	(173)	236	56	(87)	2 491
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle ⁽¹⁾	-			461			461
Dettes financières courantes	1 865	594	(173)	697	56	(87)	2 952
Financements obligataires ^{(2) (4)}	3 155	685		(193)	(111)		3 536
Autres financements et autres dettes ^{(3) (4)}	276		(216)		15	42	117
Financements ⁽⁴⁾	3 431	685	(216)	(193)	(96)	42	3 653
Instruments dérivés - passifs ⁽⁴⁾	113		(1)	(43)	(28)	(6)	35
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle ⁽⁴⁾	3 622			(461)	31	(32)	3 160
Dettes financières non courantes	7 166	685	(217)	(697)	(93)	4	6 848
Dettes financières	9 031	1 279	(390)		(37)	(83)	9 800

(1) Part à moins d'un an.

(2) Financements gérés au niveau de la Société.

(3) Financements bancaires des filiales et autres financements, dettes liées aux contrats de location financement.

(4) Part à plus d'un an.

Financements obligataires

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a procédé à l'opération suivante : afin de diversifier sa base d'investisseurs et d'allonger la maturité moyenne de sa dette tout en profitant de conditions de marché favorables, le Groupe a procédé à une émission inaugurale sur le marché obligataire américain. Ainsi, le 29 mai, Danone a émis un emprunt obligataire d'un montant en principal de 850 millions de dollars US, de maturité 2022 et servant un coupon de 3 %. Par ailleurs, 173 millions d'euros de financements obligataires sont arrivés à échéance au cours du premier semestre 2012.

Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle

Le Groupe a consenti à des tiers détenant des intérêts ne conférant pas le contrôle dans certaines entités consolidées, des options de vente sur tout ou partie de leur participation dans ces sociétés. Ces dettes financières ne portent pas intérêt. Ces options de vente sont comptabilisées au bilan consolidé dans une rubrique de dettes financières.

Au 30 juin 2012, les dettes financières relatives à ces options s'élèvent à 3 621 millions d'euros (3 622 millions d'euros au 31 décembre

2011), 461 millions d'euros sont classées en dettes financières courantes et 3 160 millions d'euros en dettes financières non courantes :

- le principal engagement concerne Danone Espagne (voir Note 13 des Annexes aux comptes consolidés), pour 2 154 millions d'euros au 30 juin 2012, dont 461 millions d'euros sont classées en dettes financières courantes ;
- dans le cadre de l'acquisition des sociétés du groupe Unimilk, Danone a accordé des options de vente aux actionnaires vendeurs d'Unimilk. Contractuellement, ces options de vente sont exerçables en totalité à partir de 2014 et pour une période expirant au 31 décembre 2022. La formule de calcul s'appuie principalement sur un multiple de résultat. Au 30 juin 2012, l'engagement relatif à ces options de vente s'élève à 865 millions d'euros (856 millions d'euros au 31 décembre 2011) et est classé en dettes financières non courantes ;
- les autres options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle s'élèvent à 602 millions d'euros (613 millions d'euros au 31 décembre 2011). Elles sont exerçables (i) à tout moment pour un montant cumulé de 416 millions d'euros et (ii) à partir de 2013, à des dates différentes pour un montant cumulé de 186 millions d'euros. Aucun décaissement significatif n'est considéré comme probable à court terme au titre de ces options, y compris celles exerçables à tout moment. Ces options sont donc intégralement classées en dettes financières non courantes.

Note 13 – Dettes financières courantes et non courantes relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne

Au 30 juin 2012, les dettes financières relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne s'élèvent à 2 154 millions d'euros (2 153 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Ces options de vente portent sur la quasi-totalité des 42,19 % d'intérêts dans la société détenus par les actionnaires détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle de Danone Espagne (au 30 juin 2012, les actions sont réparties entre (i) le Groupe pour 57,05 %, (ii) les intérêts ne conférant pas le contrôle pour 41,64 % et (iii) l'auto-détention par Danone Espagne pour 1,31 %).

La formule de calcul du montant de cet engagement est fixée contractuellement (sur la base d'une moyenne des résultats de plusieurs exercices de la filiale espagnole à laquelle est appliqué un multiple). Ces options de vente ont été consenties pour une première période contractuelle de 25 ans (expirant entre novembre 2016 et février 2017) et sont par la suite tacitement reconductibles par périodes successives de 5 ans.

Ces options sont exerçables à tout moment. Cependant, en juillet 2010, certains bénéficiaires représentant plus de 70 % des actions de cette filiale couvertes par ces options, ont conclu un avenant aux termes duquel ils acceptaient que le règlement du montant dû par Danone ainsi que le transfert de propriété des titres soient différés d'un an à compter de l'exercice de ces options.

Au cours du premier semestre 2012, deux actionnaires minoritaires détenant, au total, près de 8,5 % du capital de Danone Espagne et bénéficiaires d'options de vente sur ces actions pour une valeur comptable cumulée de 461 millions d'euros au 30 juin 2012 ont conclu avec le Groupe des accords amendant les conditions d'exercice de leur option de vente. Aux termes de ces accords, ces options seraient exercées pour l'ensemble des actions détenues par ces actionnaires. Le rachat par le Groupe des actions de Danone Espagne serait réalisé sans le différé d'un an prévu initialement et contre un paiement de nature mixte, à savoir par paiement d'un montant en numéraire de 91,5 millions d'euros et par remise de 6 110 039 actions DANONE auto-détenues affectées à un objectif de croissance externe, représentant environ 0,95% du capital de Danone. Ces actions DANONE remises en échange aux deux actionnaires minoritaires concernés sont soumises à un engagement de conservation d'une durée de 3 ans.

La réalisation de ces rachats selon les termes de ces accords est suspendue à l'autorisation du Conseil d'Administration de la Société du 26 juillet 2012 (voir Note 16 des Annexes aux comptes consolidés).

Au 30 juin 2012, les options soumises aux accords désignés ci-avant, soit 461 millions d'euros, ont été comptabilisées en dettes financières courantes.

Note 14 – Informations sur les variations des flux de trésorerie consolidés et sur la variation de dette nette

Trésorerie provenant de l'exploitation

Au premier semestre 2012, les flux de trésorerie provenant de l'exploitation s'analysent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2011 Retraité ⁽¹⁾	2012
<i>(En millions d'euros)</i>			
Résultat net	1 855	954	965
Résultat des sociétés mises en équivalence	(46)	(23)	(39)
Dotations aux amortissements	637	313	337
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	30	11	13
Autres ressources (emplois) ayant un impact sur la trésorerie	(96)	(85)	(51)
Autres ressources (emplois) sans impact sur la trésorerie	63	65	97
Marge brute d'autofinancement	2 443	1 235	1 322
Variation des stocks	(92)	(133)	(66)
Variation des créances clients	(125)	(336)	(298)
Variation des dettes fournisseurs	306	406	362
Variation des autres comptes débiteurs et créditeurs	73	(4)	(65)
Variation des éléments du besoin en fonds de roulement	162	(67)	(67)
Trésorerie provenant de l'exploitation	2 605	1 168	1 255

(1) Voir Note 2 des Annexes aux comptes consolidés, relative au retraitement des comptes consolidés publiés au 30 juin 2011.

Trésorerie provenant des opérations d'investissement

Au premier semestre 2012, les flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement s'analysent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2011	2012
<i>(En millions d'euros)</i>			
Investissements industriels	(885)	(337)	(416)
Cessions d'actifs industriels	152	92	51
Acquisitions d'actifs financiers nettes de la trésorerie acquise ⁽¹⁾	(60)	(35)	(21)
Cessions d'actifs financiers ^{(1) (2)}	23	5	2
Variation nette des prêts et autres valeurs immobilisées	3	(30)	(43)
Trésorerie provenant des opérations d'investissement	(767)	(305)	(427)

(1) Voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés.

(2) Y compris endettement net à la date de cession des sociétés cédées.

Les investissements industriels ont atteint 416 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 337 millions d'euros au premier semestre 2011 et 885 millions d'euros sur l'exercice 2011 (représentant respectivement 4 %, 3 % et 4,9 % du chiffre d'affaires).

Trésorerie provenant des opérations de financement

Au premier semestre 2012, les flux de trésorerie liés aux opérations de financement s'analysent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
(En millions d'euros)	2011	2011	2012
Augmentation du capital et des primes ⁽¹⁾	37	34	35
Acquisition d'actions propres (nettes de cession) et d'options d'achats d'actions DANONE ^{(2) (1)}	(659)	(553)	(4)
Dividendes versés aux actionnaires de Danone ⁽¹⁾	(783)	(783)	(835)
Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	(214)	(176)	(200)
Flux nets d'instruments dérivés	(20)	0	(38)
Financements obligataires émis ou souscrits au cours de l'exercice ⁽³⁾	822	66	685
Financements obligataires remboursés au cours de l'exercice ⁽³⁾	(912)	(746)	(173)
Variation nette des autres dettes financières courantes et non courantes ⁽³⁾	(158)	1 261	377
Variation des placements à court terme	23	173	(555)
Trésorerie affectée aux opérations de financement	(1 864)	(724)	(708)

(1) Voir Note 11 des Annexes aux comptes consolidés.

(2) Options d'achats DANONE acquises par la Société.

(3) Voir Note 12 des Annexes aux comptes consolidés.

Au premier semestre 2012, les transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle incluent principalement le versement de dividendes pour 168 millions d'euros et le rachat d'intérêts ne conférant pas le contrôle pour 32 millions d'euros (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés).

Au premier semestre 2011 et au cours de l'exercice 2011, les transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle incluaient principalement le versement de dividendes pour respectivement 160 millions d'euros et 197 millions d'euros.

Variation de dette nette

La dette nette du Groupe a augmenté de 165 millions d'euros entre le 31 décembre 2011 et le 30 juin 2012, pour s'établir à 6 798 millions d'euros.

La structure de dette nette au 30 juin et sa variation entre le 31 décembre 2011 et le 30 juin 2012 s'analysent comme suit :

	Au 31 décembre	Au 30 juin
(En millions d'euros)	2011	2012
Dettes financières non courantes	7 166	6 848
Dettes financières courantes	1 865	2 952
Placements à court terme	(1 114)	(1 644)
Disponibilités	(1 027)	(1 143)
Instruments dérivés - actifs	(257)	(215)
Dette nette	6 633	6 798

Note 15 – Transactions avec les parties liées

Les principales parties liées sont les entreprises associées, les membres du Comité Exécutif et les membres du Conseil d'Administration.

Au premier semestre 2012, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2011 (voir Note 34 de l'Annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011).

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2012, dans le cadre de l'émission obligataire de 850 millions de dollars US en principal sur le marché américain (voir Note 12 des Annexes aux comptes consolidés), la Société a conclu, avec les banques chargées du placement des obligations (parmi lesquelles JP Morgan Securities LLC), un contrat d'acquisition aux termes duquel les banques ont souscrit aux obligations émises par la Société pour les placer immédiatement ensuite auprès des investisseurs souhaitant participer à l'émission. Madame Isabelle SEILLIER, présidente de JP Morgan France, est membre du Conseil d'Administration de la Société. La commission versée à chaque banque chargée du placement des obligations (y compris JP Morgan Securities LLC) est strictement proportionnelle à l'engagement de souscription de la banque concernée. Dans ce cadre, la Société a versé à JP Morgan Securities LLC une commission de 1,53 million de dollars US. La conclusion de ce contrat a été autorisée par le Conseil d'Administration de la Société lors de sa séance du 20 avril 2012, conformément aux dispositions des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce (conventions réglementées).

Enfin, l'Assemblée Générale du 26 avril 2012 a autorisé le Conseil d'Administration à attribuer en 2012 et en 2013 des actions sous conditions de performance (*Group Performance Shares*) à certains salariés du Groupe (dont le Comité Exécutif) et aux mandataires sociaux

de la Société. Au cours du premier semestre 2012, aucune action sous conditions de performance n'a été attribuée. L'attribution d'actions sous conditions de performance au titre de 2012 sera soumise à l'approbation du Conseil d'Administration du 26 juillet 2012.

Note 16 – Événements postérieurs à la clôture

Projet de loi de finances rectificative pour 2012 en France

Le 4 juillet 2012, le projet de loi de finances rectificative pour 2012 a été présenté en Conseil des ministres. Dans sa version actuelle, cette loi serait susceptible d'avoir un impact sur les comptes consolidés du Groupe, et ce dès le second semestre 2012. Ces impacts sont en cours d'évaluation par le Groupe.

Options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne

Le Conseil d'Administration de Danone du 26 juillet 2012 a autorisé les accords amendant les conditions d'exercice de l'option de vente de deux actionnaires minoritaires de la société Danone Espagne et conclus au cours du premier semestre 2012 (Voir Note 13 des Annexes aux comptes consolidés).

En conséquence, Danone a procédé au rachat le 26 juillet auprès de deux actionnaires minoritaires d'un total de 1 416 368 actions de sa filiale Danone SA (Espagne), portant ainsi sa détention en capital de 57,05% à 65,62%.

Acquisition de l'activité nutrition du groupe Wockhardt

Danone a finalisé le 26 juillet 2012, l'acquisition de l'activité nutrition du groupe Wockhardt.

3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Danone, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport financier semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport financier semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 26 juillet 2012

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Etienne BORIS

Philippe VOGT

Ernst & Young et Autres

Jeanne BOILLET

Gilles COHEN

4 Attestation du responsable du rapport financier semestriel

“Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Danone et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.”

Paris, le 26 juillet 2012

Le Président Directeur Général,

Franck RIBOUD